



Communiqué de presse Berne, le 24 septembre 2021

L'usam refuse l'obligation de certificat et demande un scénario de sortie contraignant

L'exigence d'un certificat est une mesure disproportionnée. D'une part, il n'est pas prouvé qu'elle entraîne une diminution des hospitalisations, et d'autre part, elle menace les chiffres d'affaires et donc de nombreux emplois. Tant que l'obligation de certificat existe, les tests doivent rester gratuits. Sinon, une partie de la population sera systématiquement exclue et l'économie continuera à perdre du chiffre d'affaires. L'Union suisse des arts et métiers (usam) demande au Conseil fédéral d'introduire un scénario de sortie contraignant pour supprimer progressivement l'obligation de certificat et revenir à la normalité.

Il n'y a pas de corrélation empirique entre le certificat obligatoire et la réduction du nombre d'hospitalisations, comme le confirment des expériences à l'étranger. De plus, les chiffres de l'Office fédéral de la santé publique montrent que très peu de contaminations se produisent dans les restaurants, les salles de sport ou sur le lieu de travail. Pour la plus grande organisation faîtière de l'économie suisse, l'obligation de certificat est donc disproportionnée et doit être supprimée immédiatement. L'usam demande au Conseil fédéral de présenter un scénario contraignant pour la sortie des mesures actuellement en vigueur. Les tests, comme le traçage des contacts et la vaccination, font partie intégrante de la logique de protection ciblée prévue par la loi COVID-19. L'accès aux tests doit rester aussi libre que possible et accessibles sur tout le territoire. L'usam continue donc à plaider pour des tests gratuits.

Renseignements complémentaires

Fabio Regazzi, président, portable 079 253 12 74 **Hans-Ulrich Bigler**, directeur, portable 079 285 47 09

Plus grande organisation faîtière de l'économie suisse, l'Union suisse des arts et métiers usam représente plus de 230 associations et quelque 500 000 PME, soit 99,8 % des entreprises de notre pays. L'usam s'engage sans répit pour l'aménagement d'un environnement économique et politique favorable au développement des petites et moyennes entreprises.